

## EUROPE / SAHARA OCCIDENTAL

## Le Parlement européen acte la fin du commencement du plan d'autonomie marocain et du Corcas royal...

Jusqu'à hier à 10 heures précises, le Maroc a tout tenté pour retarder la rencontre prévue de longue date et organisée par la délégation "Maghreb" du Parlement européen.

M. Menouar Alem, ambassadeur du Maroc, a, pourtant, donné son accord pour y participer. Tout comme M. Mohamed Sidati, représentant du Front Polisario en Europe. M. Haim Benaïtallah, ambassadeur d'Algérie en Belgique et au Luxembourg ainsi qu'un représentant de la Mauritanie étaient, également, conviés à assister aux travaux.

L'eurodéputée espagnole, Luisa Fernanda Rudi, présidente de la délégation Magreb, a donc tout préparé. Minutieusement. Avec beaucoup de compétence. Coup de théâtre de dernière minute, cependant : l'ambassadeur du Maroc veut, contre toute logique, intervenir dans le changement de

l'ordre du jour pour imposer le Corcas (structure fantôme composée par le Maroc et soi-disant représentante des populations sahraouies). Ce à quoi Fernanda Rudi oppose une fin de non-recevoir sans appel. Pour la simple raison qu'une programmation ne peut être bouleversée unilatéralement par une partie. Après avoir avancé tous les prétextes possibles et imaginables, la représentation diplomatique marocaine a, devant l'intransigeance de principe européenne, décidé de ne pas prendre part à la rencontre. La veille, à quelques heures de l'ouverture de la séance, l'ambassadeur du Maroc en était même arrivé à proposer à Mme Rudi "le partage de son temps de parole avec le Corcas".

C'est donc sans surprise que la délégation pour les relations avec les pays du Maghreb a acté la désertion marocaine. Cependant, la rencontre a tout de

même eu lieu et a été l'occasion pour M. Jean-Luc Onkelinx, représentant de l'ONU, d'exposer aux députés européens et à tous les présents le parcours vers l'autodétermination du peuple sahraoui.

M. Onkelinx, pointilleux, rigoureux et succinct, a évoqué les résolutions onusiennes, "qui, depuis 1965", affirment et réaffirment que la question sahraouie relève de la doctrine des Nations unies en matière de décolonisation. Ce brillant expert, qui a travaillé pendant de longues années au sein de la Minurso (Mission des Nations unies par l'organisation d'un référendum au Sahara Occidental) a donc évoqué les conclusions de la Cour de justice internationale de La Haye, les accords de Houston, les pourparlers directs entre le Maroc et le Polisario, le plan de paix dit médiatiquement "Plan Baker". Tous les principes, accords, résolutions du droit international qui indiquent un

seul chemin pour le Maroc et le Polisario : l'organisation d'un référendum d'autodétermination des populations de Saguia El Hamra et de Rio de Oro.

Autant, bien évidemment, de "choses" que Rabat ne veut pas entendre et veut, contre le bon sens, nier en proposant un "plan d'autonomie" qui n'a absolument rien à voir avec le dossier. Le royaume du Maroc feint d'ignorer qu'il ne s'agit pas là d'une affaire interne marocaine, mais de territoires identifiés et reconnus non autonomes par toutes les résolutions pertinentes des Nations unies et celles d'autres instances internationales, dont l'Union européenne. Prenant la parole lors des débats, l'eurodéputé espagnol, M. Meyer, très en colère contre l'attitude marocaine par rapport à la rencontre d'hier, dira : "Le plan d'autonomie que propose le Maroc est unilatéral, illégal et signifie la fin du cessez-le-feu."

M. Meyer exhorte ses pairs à ne pas accorder de crédit à la démarche marocaine parce qu'elle est "dangereuse". "N'oubliez pas, chers collègues, relèvera-t-il, que le droit international ne condamne pas ceux qui prennent les armes pour défendre leur indépendance". "Si le Maroc continue, comme ça, de piétiner la légalité internationale et de renier ses engagements, cela risque de mettre un terme au cessez-le-feu actuel".

Un eurodéputé Alain Hutchinson qui, cachant à peine ses accointances pro-marocaines, a tenté de sauver Rabat en invoquant une "évolution" de la situation depuis trente ans, ce qui, selon lui, nécessite qu'on accorde de l'importance à la proposition marocaine. Ce qui n'aura aucun effet sur le déroulement de la séance sauf à permettre à Mohamed Sidati, représentant du Polisario en Europe, dès la fin de la réunion, à déculotter cet

De notre bureau de Bruxelles  
Azizou Mokhtari

Hutchinson. Des universitaires devenus des journalistes et plusieurs eurodéputés rencontrés à l'issue de cette audition ont tous fait part de leur désappointement face à l'étrange légèreté avec laquelle le royaume du Maroc se comporte avec le droit international. Mme Fernanda Rudi lève la séance. Son Excellence l'ambassadeur du Maroc à Bruxelles n'a donc pas osé prendre la parole au sein du Parlement européen.

Le Corcas et le plan d'autonomie n'ont pas trouvé preneur, ici, dans la capitale européenne. Et tout indique que le 30 avril prochain à New York, le Conseil de sécurité de l'ONU n'achètera pas cette marchandise "illégal" et dont l'appellation n'est ni d'origine, ni contrôlée. Le Corcas et le plan d'autonomie sont donc bel et bien morts. Des morts-nés.

A. M.

## Des élections pour quoi faire ?

Deux mois nous séparent de l'échéance fixée le 17 mai 2007 par le pouvoir pour tenter de se rélégitimer et de se maintenir, à travers une opération électorale ficelée d'avance, comme d'habitude. Nous assistons à nouveau à une course effrénée, sans principes et sans scrupules, au kourisi et à ses privilèges dans un contexte de recrudescence du terrorisme et de dégradation des conditions socioéconomiques et des conditions de vie des citoyens. La fébrilité des partis politiques emportés par la fièvre électorale offre un spectacle désolant et dégradant. Ignorant superberment les luttes sociales, citoyennes et syndicales, des centaines de « candidats », par l'odeur de la rente et de la corruption alléchés, se proposent de s'offrir au plus offrant et cherchent le parrainage de qui veut bien le donner. Des dirigeants et militants de différents partis passent de l'un à l'autre, par un système de vase communicant, à la recherche des meilleures opportunités pour se placer. Ils discréditent l'action politique et portent atteinte au sens désintéressé de l'action militante et revendicative menée au service des citoyens et de la société. De tels agissements obscurcissent les enjeux et pervertissent la conscience sociale.

## Plus on vote, moins ça change !

Dans une situation marquée par les atteintes répétées aux libertés démocratiques, au droit à l'organisation et à l'expression, la confiscation des moyens de l'Etat par les partis-Etats et la mainmise de l'alliance islamisme-conservatrice, ces élections n'auront qu'une seule finalité : relégitimer le système, consacrer son « mariage incestueux » avec l'islamisme et empêcher toute perspective de changement démocratique. Le souci de ce pouvoir n'est pas de chercher à satisfaire les attentes de la population et les exigences de sortie du bouvier islamisme-rentier dans lequel l'Algérie est enlisée depuis des années. Son souci demeure celui de s'assurer un consensus dans une classe politique, qu'il sait bien obsolète et dépassée par rapport aux réalités, aux exigences et aux aspirations profondes de la société algérienne : une classe politique qui corrompt pour la neutraliser et la discréditer davantage. Plus que par le passé, il n'échappe à personne que l'Algérie reste le seul pays au monde dans lequel le système politique en place, corrompu et corrupteur, multiplie les consultations électorales pour mieux rester en place et résister aux exigences de changement ! Le pouvoir continue de déployer des moyens énormes pour « normaliser » toute la classe politique, empêcher toute contestation de sa politique, et empêcher par tous les moyens possibles toute expression publique divergente, qu'elle soit politique, syndicale, associative, de la presse ou autre. Dans sa politique et ses pratiques anti-démocratiques et anti-populaires, le pouvoir dispose aujourd'hui de moyens financiers considérables. Il profite de la recrudescence opportuniste du terrorisme islamiste, qui continue sa pression sur la société pour la ténasser, et sur le pouvoir pour obtenir toujours plus de concessions. En cela, il y a un lien d'intelligence et d'intérêt entre l'islamisme politique et le système rentier : s'opposer ensemble aux aspirations et à l'expression

démocratiques de la société.

Dans ce jeu criminel, le système et l'islamisme sont à la fois solidaires et concurrents. Chacun se nourrit de l'autre, des dégâts qu'il provoque et des menaces qu'il représente, pour s'afficher comme le recours le plus efficace contre lui, tout en s'entraînant mutuellement, mais chacun gardant sa propre stratégie : de maintien au pouvoir pour le système, de gainage de la société pour l'islamisme. Or, à ce jeu -là, c'est l'islamisme qui gagne, en pariant sur « l'avenir » et le pourrissement de la situation dans tous les domaines. Ce cercle infernal doit être brisé, et la société et ses forces patriotiques doivent en sortir.

## Une alternative démocratique autonome ou élections de la décomposition de la classe politique actuelle ?

Mue par de sourdes intérêts partisans ou personnels au détriment des intérêts du pays et des exigences de sortie de crise, la classe politique, plus obsolète que jamais, finit par se discréditer aux yeux de notre peuple, de l'histoire et de l'opinion internationale. Elle ne tire aucune leçon des expériences électorales antérieures et, toute honte bue, se propose de refaire les mêmes fautes. Les partis se réclamant de la mouvance démocratique portent une responsabilité importante dans le prolongement de la crise par leur attitude inconséquente.

Ils ont participé à presque tous les scrutins, tout en dénonçant la fraude, et tout en persistant dans cette voie. En agissant ainsi, et comme l'a toujours dénoncé le MDS, la classe politique contrarie les avancées notables de la société en privilégiant ses positions dans le pouvoir et ses appareils ou les tentatives de s'en rapprocher. Or, la « résistance » à l'intérieur du système, par la participation au système, et à travers les règles du système, est un combat perdu d'avance. Toutes les résistances et luttes qui continuent à rester prisonnières des contours du système sont limitées, vouées à l'échec. Nous constatons que les différents partis se distinguent d'abord par la course aux postes. Le 16 juillet 2000, le MDS écrivait déjà : « Chercher une solution dans des formules de saupoudrage, de rééquilibrage, dans des réaménagements superficiels au sein de l'édifice institutionnel ou de la classe politique obsolète ne permettra pas de créer la dynamique qui favorisera l'Algérie dans sa recherche d'une voie de sortie de la crise. C'est en s'appuyant sur les aspirations de la société qui a condamné le système rentier corrompu et l'intégrisme assassin que l'on pourra reconstituer un nouveau consensus et renouer avec l'espoir d'une Algérie en marche vers la modernité. » Sept ans déjà, et pourtant rien n'est venu démentir cette affirmation ! Au contraire, tous les développements sur la scène politique la rendent plus pertinente encore, pour hier, bien sûr, mais aussi pour aujourd'hui ! Le dirigeant du RCD vient de déclarer que la fraude sera inévitable et qu'elle constitue « la mère de la corruption ». Malgré cette lucidité, il décide quand même d'aller à la corbe à l'élection et d'ap-

porter sa caution à la relégitimation du système corrompu et corrupteur et de l'alliance islamisme-conservatrice. Parfaitement conscient de la mascarade programmée, au lieu d'en tirer les conclusions qui s'imposent, voilà qu'il préfère culpabiliser par avance les citoyens pour la fraude qui aura lieu, en rejetant sur eux la responsabilité de l'empêcher alors qu'il reconnaît qu'elle sera inévitable. Il faut comprendre que la fraude électorale ne peut pas être ramenée au seul bourrage des urnes et à « triturer » des résultats le jour et le soir du scrutin.

Le système de la fraude est d'abord politique et institutionnel. Les citoyennes et les citoyens le comprennent de plus en plus. Ils l'expriment par leur abstention et par le désaveu de la classe politique. En agissant ainsi, a contrario de tous les enseignements de 16 années d'expériences électorales voulues et organisées par le système en place pour se maintenir et perpétuer sa politique de compromis avec l'islamisme politique, nombre de démocrates portent l'illusion et la confusion à un niveau élevé. A leurs responsabilités passées dans la poursuite de la crise pour avoir cautionné les processus initiés par le pouvoir, s'ajoute maintenant la faute de l'irresponsabilité, non moins coupable. Jamais le fossé n'a été aussi grand entre une classe politique entraînée dans des calculs politiques et des alliances contre-nature, dominée par les partis-Etats et l'alliance islamisme-conservatrice réduisant les « démocrates » au rôle de figurants, et les citoyens qui sont de plus en plus nombreux à bouder l'urne parce qu'elle ne peut constituer, dans la configuration actuelle, le lieu où seront traduits et prolongés leurs combats citoyens et leurs aspirations réelles.

## Le MDS ne cautionnera pas ces élections

La vague électorale comprise a également emporté quelques anciens dirigeants et militants du MDS. Autour de trois individus exclus des instances du MDS, un groupe de militants a donc fini par avouer publiquement les véritables objectifs des manœuvres qui ont provoqué une crise au MDS : aller aux élections et « jouer le jeu » comme toute la classe politique et abandonner ainsi la ligne et les positions du MDS et tourner le dos à 17 années de lutte courageuse au service de notre peuple. Après avoir tenté de semer la confusion au sein du MDS, par tous les moyens y compris l'usurpation de son sigle, et tenté de tromper l'opinion, voilà que les choses se clarifient. En effet, comme argumenté supérieurement à leur démarche électorale, ces anciens militants du MDS ne reculent même pas devant le ridicule : les Don Quichotte des temps modernes prétendent vouloir « lutter contre la fraude et réhabiliter le suffrage universel » ! Or, s'ils espèrent obtenir quelques kouris, ça ne pourrait être que grâce à la fraude et à quelques « arrangements » dont nous leur laissons le secret. Chacun a le droit de suivre le chemin qui peut lui sembler le meilleur pour son propre destin. Chacun, individuellement, est libre de changer de camp, mais nul n'a le droit de confier et de salir la ligne du MDS.

Le MDS, ses dirigeants, ses militants, ses sympathisants et ses amis restent serrens et confiants. Aucune manœuvre ne

les fera fléchir ou changer de cap. Ce n'est pas au moment où toute la société, riche de sa propre expérience concrète, se pose la question lucide « des élections pour quoi faire ? », que le MDS qui a toujours contribué à clarifier les enjeux, va baisser la garde ou se rendre à cette parodie électorale.

Tous les citoyens et secteurs d'opinion, même ceux qui ne partagent pas toutes les analyses du MDS, savent la constance, le sérieux de nos positions et leur patriotisme. Personne ne sera donc dupe de ces manœuvres et petits calculs. Nous le laissons donc au jugement des citoyens et l'histoire. Dans les jours et semaines qui viennent, nous serons sans doute fixés sur les intentions du pouvoir que nous mettons devant ses responsabilités, avec l'opinion publique comme témoin. Va-t-il ouvertement « renvoyer l'ascenseur » et soutenir la dissidence de ce groupe en l'autorisant à se présenter aux élections frauduleusement sous la bannière du MDS, alors qu'il en a été exclu de façon régulière par les instances légales du Mouvement (conseil national et congrès) et ne représente aucunement le MDS : ni au plan légal, ni au plan politique, ni au niveau de sa légitimité. Nous voulons assurer les citoyens et, le camarade Hachemi Chérif qui a dû se retourner dans sa tombe, de notre détermination à nous battre pour préserver le MDS, sa ligne politique et son indépendance et à apporter toute notre contribution aux luttes pour une Algérie moderne et démocratique.

## Quelle sortie de crise ?

C'est par son attachement aux valeurs universelles de démocratie moderne et la production d'analyses de fond auxquelles la vie a donné raison, que le MDS motive sa position de rejet de ces élections, rejoint par des secteurs de plus en plus larges de la société, instruits eux-mêmes par les expériences douloureuses menées jusque-là.

Les élections du 17 mai 2007 doivent être dénoncées pour ce qu'elles sont : une opération de relégitimation du système et de son compromis avec l'islamisme. Ce n'est pas à la caution de cette mystification qu'il faut appeler les citoyens, au prétexte fallacieux qu'il faudrait empêcher une « fraude », par ailleurs reconnue comme inévitable. C'est au rejet et au boycott de ces élections qu'il faut appeler les citoyens. C'est par leur défiance civique et leur abstention que les citoyens mettront le pouvoir et la classe politique au pied de la chaise devant leurs responsabilités. Il s'agit de refuser au système les moyens de sa légitimation et de sa pérennité. Par l'abstention, il s'agit d'enlever au système le bâton avec lequel il continue de frapper notre peuple. Parce que, répétons-le, plus on vote, moins ça change !

La défiance de la société est à la mesure de son divorce avec l'Etat et la classe politique, quelle que sera l'agitation trompeuse de la « campagne électorale » avec des moyens colossaux. Les forces démocratiques et les personnalités qui ont pris sur eux, courageusement, la responsabilité d'être aux côtés des citoyens en lutte et de démythifier la supercherie de ces élections devraient rendre visibles les raisons du rejet, être identifiables aux yeux de l'opinion et capitaliser

l'abstention au lendemain du 17 mai pour initier l'alternative démocratique dont est grosse l'Algérie.

Aujourd'hui encore, le MDS préconise l'urgence d'un nouveau consensus social démocratique porté sur la modernité et le progrès sur tous les plans.

Ses consensus suppose l'adhésion au constat qu'il faut disqualifier l'islamisme politique et le système rentier bureaucratique, corrompu et corrupteur. Il passe par la mise en œuvre d'un processus d'émergence d'une nouvelle classe politique en rupture avec la classe politique actuelle, obsolète et discréditée. Une telle œuvre peut être mise en mouvement dans le cadre des actions communes et d'un large débat national sur les différentes questions : économie, politique, social, syndicalisme, emploi et dignité des citoyens, Etat de droit, libertés publiques, liberté de la presse, indépendance de la justice, éducation nationale, université et recherche, jeunesse, culture et identité nationale, droits des femmes, ... Portés par les forces attachées au changement démocratique, il s'agit de faire un état des lieux sérieux et de parvenir ensemble à un diagnostic partagé de la crise. Nous ne doutons pas que c'est de là que sortiront les solutions concrètes, démocratiques, novatrices et audacieuses, de sortie de crise. Il s'agit pour tous les patriotes qui ont l'Algérie au cœur de faire un bilan critique et sans concessions de la crise ; mais un bilan tourné résolument vers l'avenir. Nous avons confiance : la transparence des débats et l'implication des acteurs conséquents et des citoyens conscients seront autant de garanties contre toute manipulation et déviation de la démarche. C'est à celle-ci que nous appelons et pour laquelle nous entendons entreprendre des initiatives d'échanges et de concertation avec toutes les forces et personnalités qui, comme nous et avec nous, ont abouti aux mêmes conclusions et dénoncent la mascarade des élections annoncées et affirment la nécessité absolue de l'autonomie face au pouvoir et au rejet de l'islamisme politique. Le MDS est convaincu que la véritable solution à la crise viendra de la mise en mouvement des forces du changement démocratique et moderne. Il est convaincu qu'un large consensus est maintenant possible pour dégager un rapport de force dans la société et entamer les chantiers du changement démocratique. Le rejet de l'utilisation de la religion à des fins politiques, le rejet de la patrimonialisation de l'Etat par le FLN et le RND, la défense des libertés publiques et d'expression, la transparence et le contrôle dans la gestion des affaires publiques, l'indépendance de la justice, une école de qualité, une politique économique rationnelle, généralisation de l'emploi et de justice sociale, etc. sont autant de convergences majoritaires et autant de démarcations pour avancer et édifier le projet de société moderne et démocratique, et redonner espoir et avenir à notre peuple. C'est à cette perspective, portuese de la nécessaire reconfiguration de toute la classe politique, qu'entend se consacrer le MDS.

Alger, le 20 mars 2007  
P/le bureau national du MDS  
Le secrétaire général  
Ahmed Meliani